

PROJET DE RÉSOLUTION – POUR UN SOUTIEN AU ROJAVA ET UNE CONDAMNATION DES EXACTIONS MENÉS PAR LE RÉGIME SYRIEN

Cosignée par : Baban Eliassi, Serhat Yilmaz, Bouquet Karabil

Considérant que :

L'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (Rojava) incarne depuis 2012 une expérience politique démocratique fondée sur la décentralisation, la participation citoyenne, l'égalité femmes-hommes, la coexistence des peuples et la justice sociale.

Les forces locales, notamment les Forces démocratiques syriennes (FDS), ont été des partenaires centraux de la coalition internationale dans la défaite territoriale de l'État islamique, au prix de lourds sacrifices humains.

Cette expérience est aujourd'hui gravement menacée par les attaques militaires, l'isolement diplomatique, la pression du régime syrien et une crise humanitaire persistante. Les offensives et les opérations militaires soutenues par la Turquie, ainsi que le nouveau régime syrien, mettent en danger les populations civiles et menacent les acquis démocratiques, féministes et humanistes construits au cours de plus d'une décennie.

La Suisse, en tant qu'État fédéral et fortement décentralisé, possède une légitimité particulière pour soutenir les processus de décentralisation démocratique portés par le Rojava, en cohérence avec ses valeurs politiques et humanitaires. Son engagement historique en faveur du droit international humanitaire et de la protection des populations civiles renforce cette responsabilité.

Le Congrès du Parti socialiste genevois du 28 mars 2026 est appelé à :

Adopter la présente résolution et à affirmer son soutien politique au Rojava ;

- Appeler le Parti socialiste suisse à s'exprimer publiquement sur la situation préoccupante au Rojava ;
- Interpeller le Conseil fédéral afin qu'il soutienne la décentralisation démocratique du Rojava ;
- Demander la mise en place d'une zone de protection internationale, sur les modèles du Kurdistan du Sud et du Kosovo ;
- Appeler à la reconnaissance politique de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie ;
- Exiger des sanctions ciblées contre le régime de Damas ;
- Demander le renforcement de l'aide humanitaire en faveur des populations civiles.